

## AKTUELL

ALTERMONDIALISME

# Nos dernières traces ?

Luc Caregari

**Selon l'institut néerlandais INSnet, le 23 septembre 2008, la planète Terre dépassera son budget annuel en ressources naturelles.**

Que notre chère planète bleue est en train de virer au brun, on nous le répète depuis l'école primaire. Pourtant, il ne suffit pas de trier ses déchets pour sauver la planète. Le problème est aussi bien dans les quantités que nous consommons que dans ce qui subsiste de nos consommations. Malheureusement, l'industrie alimentaire, technologique et énergétique nous obnubile les sens en nous faisant bouffer, rouler et téléphoner de façon bio, écolo ou n'importe quel autre label. L'emballage a changé, mais pas le produit, ni la façon dont il est produit. Que les mé-

canismes de la production et de l'exploitation n'ont guère changés, cela se laisse aisément démontrer par les chiffres qu'unissent chaque année les chercheurs de l'institut INSnet basé au Pays-Bas.

Cette équipe qui réunit divers chercheurs sous la bannière de leur fondation, calcule chaque année le « Earth Overshoot Day ». Cette journée marque le moment de l'année auquel nous - c'est-à-dire la population mondiale - dépassons le seuil de ressources disponibles pour cette année. Après cette date, la planète vit au crédit de ses ressources naturelles. Car, pour exister tel que nous sommes en ce moment en accord avec la nature, nous aurions besoin de 1,4 fois les ressources de la terre. Mais vu que cela n'est guère possible, il nous reste

à espérer que mère nature ne soit pas un créancier qui nous demande trop d'intérêts, car nous risquons d'y passer tous.

Car la nature - tout comme n'importe quelle firme ou institution - a en quelque sorte un budget. Elle ne peut pas dépasser certaines limites, qui sont pourtant constamment violées par l'industrie et la recherche du profit par l'homme. En 2008, l'humanité a utilisé jusqu'à 40 pour cent de ressources en trop. Sans vouloir jouer les Cassandra, on peut dire qu'on va droit dans le mur. Chaque année, le « Earth Overshoot Day » avance de quelques jours, et chaque année on se rapproche de la fameuse marque, où les ressources seront épuisées. Le premier « Overshoot » a été constaté en 1986. En 1996, nous étions à 15 pour cent de trop et cette somme n'a pas arrêté de croître depuis.

Les chercheurs de l'INSnet inversent ainsi la perspective sur les problèmes écologiques. Au lieu de rendre attentif à ce que nous détruisons, ils estiment ce qu'il nous reste. Et démontrent ainsi que celles et ceux qui prétendent que la culture du profit, de la croissance économique infinie et du marché autorégulateur seraient

des concepts valables, se trompent.

Les bases de ce calcul sont assez simples : divisez la biocapacité mondiale par les traces laissées par l'homme et multipliez le résultat par 365.

Pourtant, la fondation néerlandaise n'est pas une secte apocalyptique. Déjà le fait qu'avant 1986, nous vivions encore en équilibre avec nos ressources - ce qui peut sembler étonnant - prouve que ces gens cherchent des solutions avant de faire dans le catastrophisme. Et celles-ci sont étonnement simples : si on attendait que les forêts tropicales se remettent un tant soi peu de l'exploitation qui les frappe, si on donnait une vraie chance aux espèces de poissons en danger de se refaire en grand nombre et si en général on appliquait leurs calculs, alors un revirement et un retour à la situation d'avant 1986 serait tout à fait plausible.

Plus d'infos sur [www.insnet.org](http://www.insnet.org)

EUROPE SOCIALE

# La Bérézina

Raymond Klein

**Le Luxembourg se débat avec un jugement anti-social de la Cour de justice européenne. Après les discours sur les défis sociaux des chrétiens-sociaux européens, verra-t-on des actes ?**

« L'éminent orateur de la soirée du 26 septembre dans la rotonde du Lycée Aline Mayrisch sera Monsieur Jacques Delors, ancien ministre français de l'Economie et des Finances, ancien président de la Commission européenne, qui traitera le sujet suivant : 'L'Europe face aux mutations sociales'. » La troisième édition des « Journées Sociales du Luxembourg », initiées par des personnalités de la nébuleuse chrétienne-sociale luxembourgeoise mettra celle-ci également à l'honneur : « Le discours de Monsieur Jacques Delors sera suivi d'une intervention de Monsieur Jean-Claude Juncker. »

Ces orateurs bien intentionnés évoqueront donc le sujet de l'Europe sociale, terme assez discrédité depuis

le débat autour des référendums sur la constitution européenne en 2005. En effet, un des arguments-massue des nonistes avait été de dire que les institutions européennes, imprégnées de néolibéralisme, étaient en train de grignoter les acquis sociaux des travailleurs européens. A l'époque, le projet de directive dite Bolkestein, qui ouvrait les portes au dumping social intra-européen, était largement ces propos. D'un autre côté, le projet de constitution pouvait aussi être interprété comme une avancée - à petits pas, certes - vers plus de social et plus de démocratie européennes. Et en 2006, l'adoption par le parlement européen d'une version fortement édulcorée de cette directive services démontrait qu'un solide fond de conscience sociale subsistait au sein des deux grands groupes de partis, le social-démocrate et le chrétien-social. Ce petit coup à gauche évitait en effet de s'interroger sur la direction fondamentale prise par l'Europe depuis une vingtaine d'années.

Réveil en sursaut deux ans plus tard, lorsque la Cour de justice européenne (CJ) multiplia les jugements anti-sociaux, dont celui de juin 2008 contre le Luxembourg. En fait, elle jugea trop contraignantes - contraires au principe sacré de la libre-circulation - les conditions que le grand-duché impose aux travailleur-se-s détaché-e-s sur son sol. Le ministre du travail François Biltgen constata que la Cour attachait plus de valeur au libéralisme qu'aux droits sociaux - et promit de mettre en conformité la loi luxembourgeoise. Cet exercice, finalisé lors du conseil de gouvernement du 12 septembre, permet de constater l'ampleur des dégâts. Désormais, les travailleur-se-s détaché-e-s ne bénéficieront plus de manière générale de l'indexation des salaires, et l'obligation pour leurs patron-ne-s de prouver le respect des normes sociales sera fortement diluée - une invitation au dumping en ce qui concerne les conditions de travail. Le scénario-catastrophe que traçaient en juin les syndicats sera sans doute évité : une clause de limitation dans le temps doit empêcher les entreprises durablement implantées au Luxembourg de faire appel à des travailleur-se-s détaché-e-s.

L'Europe est moins sociale qu'elle ne devrait l'être, ce constat risque d'être largement partagé lors des Journées sociales. Deux questions sub-

sistent : Qui l'a faite ainsi - puisque la CJ se base sur la législation et les traités de l'Union ? Peut-être que Jacques Delors nous expliquera la stratégie derrière l'alliance entre sociaux-démocrates et lobbies libéraux qu'il a orchestrée à la fin des années 80. Et que Jean-Claude Juncker nous dira pourquoi il a voté tous ces textes européens qui ont permis la dérive libérale.

La seconde question porte sur les possibilités de changer cette Europe. Biltgen avait évoqué la possibilité de revoir la directive détachement dans le sens d'une plus grande protection des droits sociaux. Or, à entendre les discours du président de la Commission européenne et d'une partie des chefs de gouvernement, on peut douter de la capacité d'agir de l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui.

Les « Journées sociales du Luxembourg » se dérouleront les 26 et 27 septembre.

La conférence publique de Jacques Delors a lieu le 26 à 18 heures à la rotonde du lycée Aline Mayrisch.